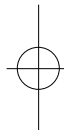
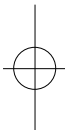




Dominique Boullier

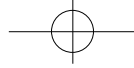
De la prostitution aux services sexuels coopératifs

Les politiques de la prostitution font tout pour éviter d'assumer leur statut de politiques sexuelles. Tant qu'on ne parlera pas de sexe et de ce qui s'y joue pour les prostituées mais aussi pour les clients et pour toute notre société, dans sa désorientation à définir « l'amour », nous ne pourrons guère faire société avec tous ces êtres qui nous constituent aussi.



La prostitution n'a rien de moderne ni de nouveau et l'on peut s'étonner que des débats vigoureux agitent régulièrement la vie publique européenne. Selon les pays, les débats en question débouchent sur des solutions radicalement opposées: La Suède décide de sanctionner les clients de la prostitution en 1999, alors que les Pays-Bas adoptent au contraire une réglementation autorisant le commerce du sexe, avec les contrôles qui vont avec. Pendant ce temps, en France, les maires sont soumis à des pressions contradictoires, en faveur de prostituées, jeunes immigrées de l'Est ou d'Afrique prises dans des réseaux mafieux, ou contre « l'invasion » de certains quartiers résidentiels par les prostituées pour pénaliser le racolage, ce qui débouche sur les mesures prises dans le cadre de la Loi Sarkozy.

La désorientation semble générale face à un phénomène traditionnel qui a cependant évolué ces dernières années et pourtant les positions sont tranchées. Nous nous proposons de fournir une carte de lecture de ces différentes positions qui mettra en évidence l'absence de réponse spécifique portée par l'écologie et la nécessité d'élaborer ce que nous appelons une proposition écodémocrate sur ces questions.



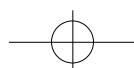
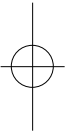
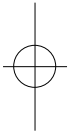
Et le sexe là-dedans ?

Notre principal argument tient dans le fait que toutes les positions actuellement entendues ont une fâcheuse tendance à ne pas se risquer à parler de sexualité et à ne rien dire sur la supposée « demande », ce qui est quand même étonnant pour une question comme celle de la prostitution. On pourrait y déceler la difficulté inhérente à toute parole sur le sexe, qui parle toujours de tout autre chose que d'un supposé « rapport sexuel ». Cette prudence serait finalement un bon point de départ. Mais au contraire, c'est au nom de visions souvent très affirmées de ce qu'est la sexualité et ce qu'elle signifie pour chacun, voire pour la société, que ces positions sont prises.

Si le débat est devenu si vigoureux, c'est qu'en effet nos civilisations occidentales vivent des déstabilisations qui sont au nombre de trois au moins et qui convergent actuellement pour remettre en cause les règles établies pour la prostitution.

Une déstabilisation morale

La déstabilisation morale n'est pas récente: la perte de crédit de toutes les autorités, politiques, religieuses, mais aussi familiales ou scientifiques, mine durablement le socle patriarcal sur lequel étaient fondées nos sociétés, sans pour autant fournir de pistes alternatives crédibles et surtout transmissibles. L'autorégulation de chacun, le triomphe du narcissisme sont un sort partagé mais rarement mis en commun, si ce n'est pour s'en lamenter et prôner un retour à un ordre moral qui a pourtant bien disparu. Les pratiques sexuelles se sont libéralisées depuis la pilule et avec l'appui des féministes, la mixité de toutes les sphères de vie s'est progressivement étendue, même si la parité, elle, est encore loin d'être acceptée. Le modèle machiste, dans la sphère domestique ou ailleurs, devient difficilement tenable, il fait l'objet de contestations permanentes et pour autant il reste le repère principal car aucun principe commun de traitement social de relations entre les genres ne s'est encore imposé. Le désarroi qui en résulte, la difficulté à vivre l'autodétermination s'observent aussi bien dans les banlieues que chez les bobos, malgré les fortes différences de formes. Dès lors, les pratiques sexuelles traditionnelles patriarcales, fondées sur le clivage entre vie de famille et sexualité avec les prostituées, deviennent plus difficiles à tenir et c'est toute la vie de couple mais aussi toutes les rencontres qui sont soumises à des formes incertaines, dans lesquelles les offres marchandes sont présentes. Les hypermarchés du sexe, l'industrie pornographique, les espaces de rencontre «sexualisés» sont désormais accessibles largement.



La déstabilisation marchande

Mais, nous venons de le dire, l'industrialisation de ces secteurs et leur captation par des réseaux marchands hautement performants constituent une deuxième déstabilisation. On peut dire que la prostitution classique voit son marché grignoté par ces offres de loisirs sexuels, de services divers, étudiés par D. Welzer-Lang et S. Chaker¹.

Ils soulignent « la porosité des frontières entre commerce du sexe et commerce des loisirs nocturnes » ainsi que « la concentration des petits commerces du sexe dans les salons de l'érotisme », notamment les nouveaux bordels espagnols, tenus par des propriétaires, investisseurs à gros capitaux s'installant dans les zones commerciales ou industrielles pour compléter « l'offre de services » avec les mêmes exigences de qualité vis à vis du client et avec les mêmes exigences de rentabilité. Nous sommes loin de la clandestinité, des lieux glauques et de la culpabilité : la marchandisation du sexe suppose sa banalisation et entre en synergie avec toute l'offre faite sur les médias (chaînes privées diverses accessibles à domicile, vidéos, sites Internet ou revues). Les sites Web les plus consultés restent de loin les sites pornographiques, même lorsqu'ils sont payants. La place de la prostitution s'en trouve singulièrement modifiée : pour une part ringardisée et concurrencée si elle reste dans ses anciens lieux et méthodes et pour une autre part, relancée comme forme de passage à l'acte ordinaire et banalisée, dont les frontières avec le loisir finissent par s'estomper.

■ Welzer-Lang Daniel, Saloua Chaker, Quand le sexe travaille, Rapport européen inachevé sur les violences faites aux femmes dans les activités et métiers liés à la sexualité masculine, Université Toulouse Le-Mirail, Association « Les Traboules », octobre 2002, 224 pages. Disponible en ligne : www.mutisexualite.org et sida.org

La déstabilisation internationale

Une troisième déstabilisation intervient au cœur même de l'activité des prostituées, en raison de l'arrivée massive en Europe occidentale de jeunes femmes des pays de l'Est et d'Afrique. L'internationalisation de la prostitution a créé une situation de concurrence avec les prostituées installées et, étant donné le trafic dans lequel ces femmes sont prises, a modifié considérablement les espaces et les formes de pratique sur la voie publique. C'est en fait cette dimension qui, en France, a mis le feu aux poudres. Pour les uns, la préservation de certains espaces publics ou résidentiels était prioritaire, pour d'autres, le soutien à ces femmes victimes de trafiquants mafieux qui, eux, restent dans leurs pays, devait constituer l'occasion d'une nouvelle action politique. La dimension internationale du phénomène se trouve encore renforcée par les réseaux de tourisme sexuel qui se sont petit à petit installés et qui sont devenus des secteurs économiques à part entière dans certains pays.

■ Boullier, Dominique, L'urbanité numérique, Paris: L'Harmattan, 1999.

Le lieu commun de la lutte contre le proxénétisme On constate donc une dérégulation parallèle sur les plans moral, économique et international mais il ne suffit pas d'en appeler à une reprise en mains, à la répression des trafiquants proxénètes pour que le problème soit résolu. Il est certain cependant que le laisser-faire dans ce domaine conduirait sans aucun doute à des réactions conservatrices et puritaines, comme nous l'avions indiqué dans un ouvrage précédent,² qui provoqueraient de graves tensions sociales et qu'il est préférable d'anticiper (et que l'on observe déjà en partie à travers les réactions vigoureuses des riverains).

Le point commun de tous les discours, mais aussi de la Convention de l'ONU du 2 décembre 1949 (ratifiée en 1960 par la France), porte sur la condamnation du proxénétisme, assimilé à de la traite des êtres humains comme l'indique le nom de l'office central chargé en France de la lutte contre le proxénétisme depuis 1958.

Cette unanimité cache cependant de grandes disparités dans la politique adoptée vis-à-vis de la prostitution et ne se traduit pas d'ailleurs dans une véritable diminution de ces pratiques de proxénétisme, même si de plus en plus de prostituées affirment exercer leur commerce de façon indépendante. La diversification des formes de prostitution oblige ainsi à différencier fortement les services sexuels personnalisés réservés à une clientèle aisée et l'abattage exigé par les mafias des pays de l'Est par exemple: les méthodes de répression et les moyens pour accéder à ces proxénètes sont radicalement différents. Il reste toujours nécessaire de faire la preuve du proxénétisme, ce qui suppose de laisser s'exercer la prostitution, de la surveiller pour remonter les filières, et d'obtenir des collaborations des prostituées elles-mêmes. Le proxénétisme suppose la prostitution, qui elle-même suppose une demande et donc des clients. Il est donc difficile de fixer les limites dans cette lutte, partout revendiquée, contre le proxénétisme. Dès lors, les positions tendent à se radicaliser pour être sûr d'en finir avec ce trafic: soit punir tout le monde, y compris le client, ce qui est nouveau (tendance à la prohibition), soit organiser un commerce officiel du sexe qui assèche les filières clandestines mafieuses des proxénètes (tendance à la réglementation, traditionnelle en maisons closes ou moderne en salons érotiques). On voit bien que la lutte contre le proxénétisme, aussi louable soit-elle, ne peut constituer une ligne politique à elle seule. On peut même dire qu'elle brouille les cartes et qu'elle constitue une des façons de ne pas parler du sujet qui trouble, celui de la sexualité de nos contemporains, de notre sexualité. Les différentes positions visibles dans le débat public peuvent être mises en parallèle sur ces points.

Les contradictions de l'abolitionnisme

Comment comprendre la dynamique des positions face à la prostitution et proposer une position écodémocrate qui invente de nouvelles propositions, avec les acteurs, en prenant en compte l'incertitude de nos situations et de nos désirs aussi bien que l'importance de la qualité des liens sociaux en jeu ? La position dominante actuellement (toujours officiellement position de la France) est celle de l'abolitionnisme, terme qui complique toujours les discussions puisqu'il s'agit de l'abolition de toute réglementation (à l'époque celle des maisons closes, supprimées par la mesure abolitionniste que fut la loi Marthe Richard du 13 Avril 1946). Cette position a tous les traits d'une posture moderne puisqu'elle s'affirme contre le modèle porté par la tradition des maisons closes mais aussi pour la défense de la femme, de son image, contre l'esclavage que constitue en fait la prostitution. Elle constitue donc l'un des bagages des positions féministes qui ont marqué tout le XX^e siècle. La lutte contre le proxénétisme est réaffirmée haut et fort mais la prostitution reste libre, ce qui reste cohérent avec tout le corpus des droits de l'homme et de l'autodétermination de la vie privée qui constitue l'un des archétypes du modernisme. En réalité, cette double exigence (contre le proxénétisme mais pas contre la prostitution) crée immédiatement des tensions dans les formes pratiques des politiques à mettre en œuvre. De fait, comme l'indique E. Badinter (*Le Monde*, 31/07/02), cette position abolitionniste revient à un prohibitionnisme inavouable ou parfois bien avoué lorsque les ligues morales les plus conservatrices soutiennent ce qui était au départ un projet plutôt féministe.

Prohibitionnisme et réglementarisme traditionnel : la double morale

On peut même dire qu'il n'y a au fond guère de différence entre les positions prohibitionnistes les plus traditionnelles, les positions abolitionnistes modernes mais aussi les positions réglementaristes traditionnelles, celles des maisons closes. Dans les trois cas, le commerce du sexe est condamné sous des formes franches (tout interdire), indirectes (dissuader la pratique de la prostitution) ou cyniques (la cacher dans des endroits bien surveillés). La position des traditionalistes est en effet double : certains d'entre eux sont sur des positions moralistes pures, intégristes pourrait-on dire, et ne craignent pas la répression des prostituées elles-mêmes, sans dire vraiment comment ils pourraient d'ailleurs venir à bout d'un phénomène multi-séculaire. Mais d'autres, instruits par l'expérience de cette impuissance de la répression, préfèrent sauver les meubles de la famille patriarcale traditionnelle en proposant de nouveau, comme l'a fait notamment Françoise de Panafieu à Paris, de rouvrir les maisons closes : l'essentiel reste de ne rien voir, de préserver

les apparences, en admettant cette vie sexuelle double, que les féministes ont appelé cette « double morale », clivage entre le modèle domestique respectable et la vie sexuelle des mâles, supposée impérieuse mais non admise en public. Ce clivage au sein des pratiques sexuelles des hommes et cet autre clivage entre les morales qui s'imposent aux hommes et celles qui s'imposent aux femmes, deviennent un enjeu de tension dans les banlieues et relèvent d'un renouveau machiste, via la religion parfois mais plus souvent par impasse morale généralisée.³ N'oublions pas, comme le rappelle D. Welzer-Lang⁴, que les modèles

■ Nacira Guénif-Souilamas, « L'enfermement viriliste, des garçons arabes plus vrais que nature », *Cosmopolitiques* n°2, 2002.

■ Welzer-Lang Daniel, 1998 (dir.), *Entre commerce du sexe et utopies: l'échangisme*, Actes du premier séminaire européen sur l'échangisme, Toulouse, mars 1998, Université Toulouse Le Mirail, Département de Sociologie (Université de Barcelone), Département d'Anthropologie Sociale et Philosophie, Universitat Rovira i Virgili (Tarragone).

Welzer-Lang Daniel, 2000, « Pour une approche profém-iniste non homophobe des hommes et du masculin » in D. Welzer-Lang (dir.) *Nouvelles approches des hommes et du masculin*, Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, pp. 109-138.

Welzer-Lang Daniel, 2001, « L'échangisme: une multi-sexualité commerciale à forte domination masculine » in Bozon Michel (dir), *Sociétés contemporaines*, n°41/42, pp. 111-131.

Welzer-Lang Daniel, Mathieu Lilian, Barbosa Odette, 1994, *Prostitution, les uns, les unes et les autres*, Paris, éditions Métailié.

dominants, dans l'imagerie notamment, sont ceux diffusés dans ce qu'il appelle la « maison-des-hommes », à base de pornographie, de consommation de femmes et d'excitation entre « vrais hommes », qui deviennent ainsi potentiellement des « clients ». Ces modèles ne sont plus aujourd'hui contradictoires avec l'exigence de la fidélité avec « l'autre femme », épouse et mère, celle du monde domestique. Ce réglementarisme-là fait tout pour circonscrire le phénomène de la prostitution et s'en sert pour maintenir la tranquillité des ménages. Lorsque cela en vient à perturber l'image des quartiers chics, cela enclenche cependant les nombreuses réactions récentes en France contre l'irruption de ces prostituées d'un nouveau type hors des zones réservées.

Une revendication relativiste : les « travailleurs du sexe »

Face à ces formes diverses de refoulement de la prostitution, des prostituées se sont dressées et ont revendiqué haut et fort leur pratique libre du commerce sexuel, en demandant paradoxalement une réglementation pour que cette liberté soit reconnue. La querelle a fini par gagner les rangs féministes eux-mêmes, puisque la liberté de choix et le droit à disposer de son corps ont été utilisés pour demander un statut de « travailleurs du sexe », assimilable à toute autre activité de production, contre le statut de victime qui était le seul laissé aux prostituées

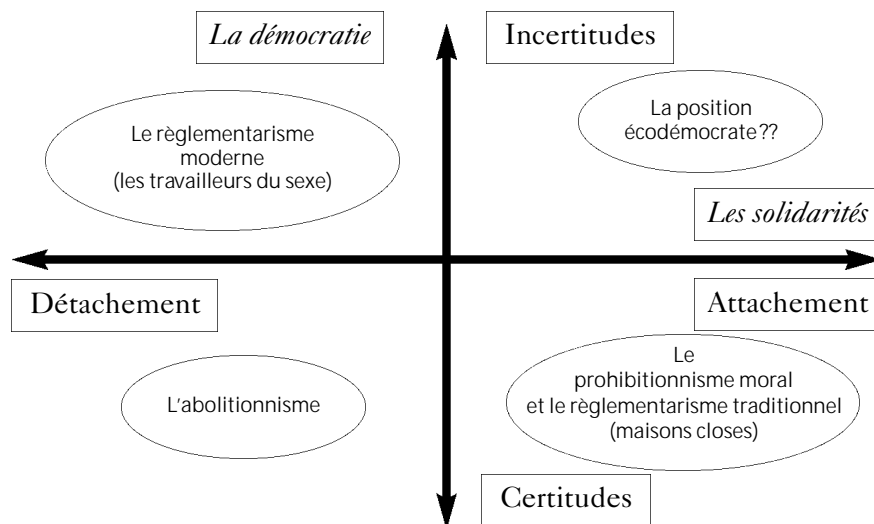
par les abolitionnistes. Leur attaque directe contre l'ordre moral et contre les traditionalistes constitue un repoussoir pour tous les conservateurs qui voient ainsi s'afficher clairement tous les fantasmes attribués aux prostituées, « dégénérées », « qui aiment ça », etc. Mais les réglementaristes contemporaines, relativistes dirons-nous, s'attaquent en même temps à la base même de la représentation des activités sexuelles chez les abolitionnistes. Si la prostitution est vouée à la disparition chez ces derniers, c'est parce qu'elle nie toute la dimension affective du rapport sexuel : comme le disent les Verts, « les rapports sexuels doivent être séparés le moins possible des rapports affectifs. »⁵ Or, les travailleurs du sexe n'ont que faire de ces définitions a priori et considèrent que tout cela est affaire de liberté individuelle. Plus encore, ils en viennent même à rabattre tout rapport salarial sur une forme de prostitution, renouant ainsi avec des traditions de critique de l'aliénation du salariat aussi anciennes que le mouvement socialiste. Ce qui en réponse oblige les Verts par exemple à entrer dans une casuistique fort passionnante : « On peut louer les bras d'un maçon, on ne peut louer ni acheter la capacité du corps humain à produire du sang, ni celui du vagin à recevoir du sperme » !! (id.). On commence à parler ici de l'objet du délit ou plutôt du désir, quitte à employer ces termes étranges, à déparler, à se mouiller malgré soi. Tout cela est affirmé avec certitude, dans une motion de parti politique et la crudité des termes n'est pas anodine pour repousser définitivement toute déstabilisation ou tout doute sur la question.

5 Motion du CNIR du 15 octobre 2000, présentée par A.Lipietz

Marchandisation assumée ?

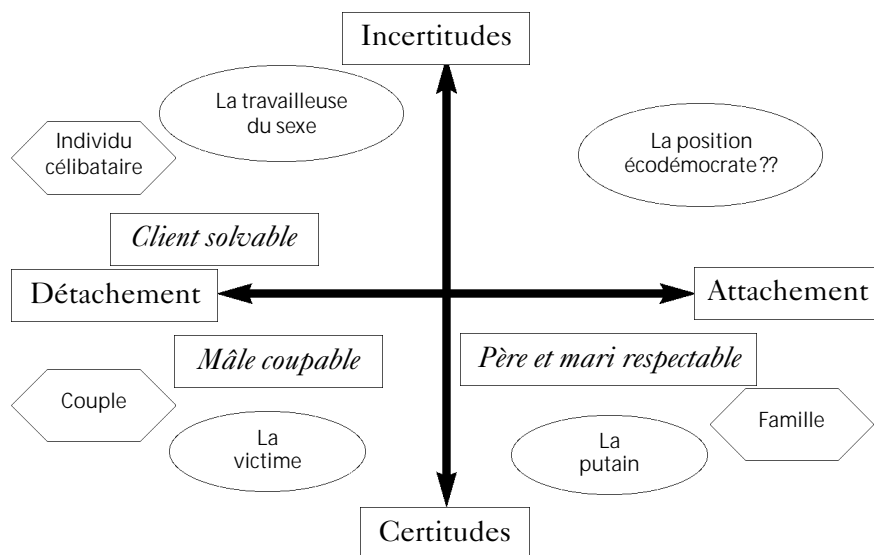
La position des travailleurs du sexe est pourtant critiquée par les abolitionnistes dans un registre plus connu, celui de la lutte contre la marchandisation de la vie, qui ne cesse de s'étendre. Dans le cas du sexe, ce serait d'ailleurs la pornographie industrielle et les divers salons érotiques plus ou moins déguisés qui devraient être les cibles car ce sont les plus récents et les plus ambitieux sur le plan des capitaux. Mais ils ont l'avantage de se dérouler sous des formes commerciales classiques, qui restent moins inquiétantes que la prostitution de rue. Les « travailleurs du sexe » sont ainsi parfaitement à l'aise avec un relativisme ambiant qui assume totalement l'incertitude des repères moraux et qui se détache de tout lien affectif et de tout modèle familial. Ils sont ainsi la traduction dans le monde de la prostitution de l'extension constante du modèle libéral-libertaire, économique et moral à la fois, difficile à contrer à droite pour des raisons de credo économique et difficile à contrer à gauche pour des raisons de credo moral.

Ce premier tour de piste des positions permet de construire une boussole écodémocrate :



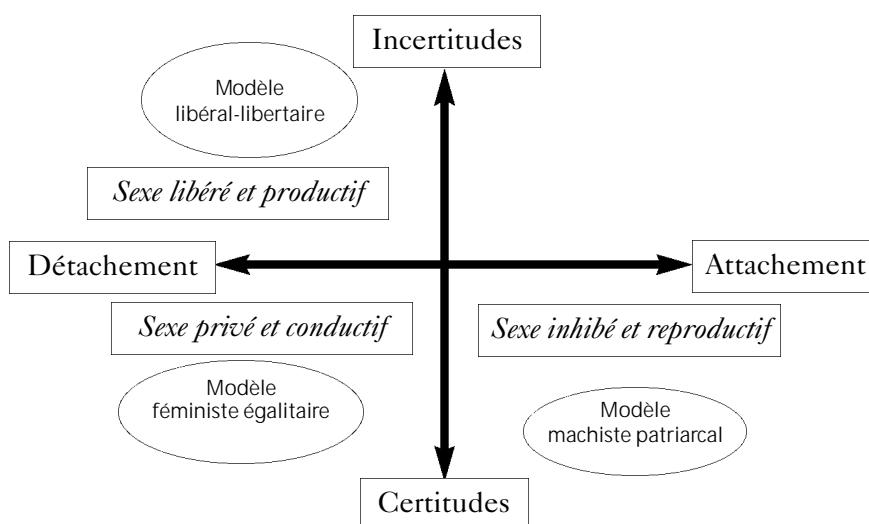
Les postures ainsi décrites peuvent alors se décliner plus systématiquement selon les éléments qui les constituent. Chacune d'elles donne un statut différent :

- à la prostituée ,
- au client,
- à l'unité sociale de base qui sert de référence.



On peut aussi le décliner selon:

- le modèle des relations de genre,
- et finalement le modèle du sexe lui-même et du « supposé rapport sexuel » dont on parle pourtant si peu dans tous ces débats.



Le sexe dénié

Il a fallu forcer la démarche pour obtenir réellement des modèles sexuels, pour les extraire des discours et des slogans. Car autant l'ennemi commun à toutes ses positions est bien le proxénète, autant la dimension déniée est bien celle du sexe.

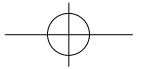
- Pour les traditionalistes, il doit être refoulé et clivé en double morale. Le sexe légitime ne doit pas être détaché de sa fonction reproductive pour les traditions les plus strictes, les réglementaristes admettant malgré tout la difficulté à inhiber la pulsion naturelle des mâles.
- Pour les modernistes, le clivage se fait entre le privé et le public et le sexe est clairement rapporté à la vie privée et ne peut donc faire l'objet d'une politique ni être discuté (d'où la relative paralysie de cette position dans les interventions actuelles): le sexe doit être détaché des corps pour devenir une pure expérience amoureuse et c'est en cela que nous avons forgé de terme de « conductif », qui conduit à la fusion des êtres qui s'aiment.
- Pour les relativistes, le sexe devient l'objet d'une performance, au sens anglais de spectacle mais aussi au sens sportif du terme, et la pornographie industrielle met souvent en scène les deux dimensions. Le détachement doit être complet vis-à-vis de la reproduction ou des sentiments mais aussi du plaisir des corps puisqu'il s'agit ici de vente, de

6 Mossuz-Lavau, Janine, Les lois de l'amour. Les politiques de la sexualité en France (1950-2002), Paris: Petite bibliothèque Payot, 2002.

production de richesse, au même titre que tout travail rémunéré. La libération sexuelle s'accomplit finalement dans le triomphe marchand qui fait du sexe une pure valeur d'échange (marchand) et si peu une valeur d'usage. C'est toujours ce que l'échange monétaire et la marchandisation ont permis, ce détachement vis-à-vis de l'œuvre disait Marx, qui permet la circulation, la mobilité de la valeur, au prix de l'aliénation du producteur. On notera indépendamment de cette critique, que les lois françaises depuis 1960 qui traitent de près ou de loin avec la vie sexuelle, étudiées par Janine Mossuz-Lavau⁶ sont toutes marquées par ce mouvement progressif: une sexualité sans reproduction, une sexualité sans sentiment, une sexualité sans couple, pourquoi pas une sexualité sans corps comme on le voit dans la cybersexualité et comme on l'imagine dans la dimension de la reproduction avec le clonage?

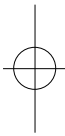
Le supposé rapport sexuel

Nous entrons ainsi de plain-pied dans le débat sur ce que la prostitution nous oblige à dire du rapport sexuel, ce qui provoque presque par définition des ratages spectaculaires. Si l'on fait l'inventaire, ce rapport sexuel comporte du corps, des sentiments, de la transmission et toute la question toujours posée est la suivante: comment s'en débarrasser? C'est cela en effet qui nous dépasse dans le rapport sexuel, c'est que « ce n'est jamais ça », que ça n'a d'intérêt que si ça risque d'être autre chose et que personne ne le sait précisément pour les autres et même pas pour lui-même. C'est en cela que la question de l'incertitude est cruciale dans cette posture politique que nous cherchons à élaborer: elle est thématiquée par les environmentalistes ou les économistes ou encore par les systémistes, mais elle revient ici sous la forme que lui a donnée notamment la psychanalyse. Nous sommes ici dans un domaine où chacun est dans l'incertitude sur son propre désir, pour la bonne raison qu'il n'en est pas maître mais qu'il en est le sujet (non pas de sa pulsion mais bien de son désir). Cette situation est en même temps intenable car ce que dit toujours ce désir, c'est la nécessité du mouvement et de la vie et non la fixation sur un objet d'élection supposé adéquat. Dès lors on ne peut que constater à quel point les discours sur la prostitution font émerger des craintes et des discours inquiets: comme toujours, c'est parce que les prostituées questionnent à même la rue et à même le cul, ce qu'il en est de notre désir, de ce qui nous agit. Plutôt que de douter, de poser ensemble cette question et de l'explorer, il est plus aisé de répondre a priori: le sexe, c'est la reproduction (ou

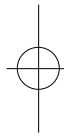


la pulsion), le sexe, c'est des sentiments, ou encore d'éviter de répondre en disant « tout se vaut du moment qu'on est libre (et que ça se vend) et arrêtons de nous poser des questions. »

Une biopolitique et non du politiquement correct

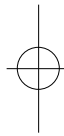
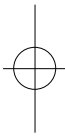
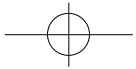


Ces trois positions déjà répertoriées sont présentes partout, comme arrière-fond seulement car les débats tournent aussitôt autour d'autres questions moins dérangeantes, celles des proxénètes, des zones autorisées ou non dans les villes, des mesures pour protéger les prostituées, pour les aider à en sortir, etc. Il faut pourtant comprendre cette difficulté, car on ne sait pas parler de ce sexe et en France moins qu'ailleurs en Europe, mais on ne peut pour autant se contenter de ces vœux politiquement corrects sur les proxénètes ou sur les victimes pour en faire un projet politique. Nous ne savons pas comment instituer des espaces de débat pour traiter politiquement de ce qui nous touche dans cette affaire. Nous ne savons pas faire de la biopolitique (Foucault) « en direct » car il n'existe aucune langue ni aucune procédure pour cela, il faut nécessairement en parler de manière détournée, dans les codes de la *lingua franca* politique correcte. Une politique écodémocrate doit admettre ces formes détournées de discussion. De même que les peurs qui s'expriment sous les slogans sécuritaires doivent être entendues mais qu'elles restent difficiles à entendre sans inventer d'autres médiations, de même l'enjeu sexuel si vivement soulevé par la prostitution doit être entendu dans des espaces institués à cette fin. Cela révèle une certaine forme de misère verbale pour symboliser ce dont il s'agit et plus encore, cela renvoie, de ce fait, à une désorientation sexuelle au quotidien.



L'émergence du client pour enfin « en » parler

Les mesures de sanction contre les clients prises par la Suède ont au moins ce mérite d'obliger à admettre qu'il existe une « demande », qu'elle est le fait aussi bien de personnes solitaires que mariées, de personnes mal dans leur peau comme de personnes plutôt à l'aise, de gens fortunés comme de personnes sans grandes ressources, d'hommes qui cherchent des femmes, d'hommes qui cherchent des hommes, d'hommes qui cherchent des enfants ou des travestis, de femmes qui cherchent des hommes, de couples qui cherchent des femmes ou des hommes, etc. Florence Montreynaud (*Le Monde* du 06/06/2002) a cependant raison de souligner « qu'il n'y a toujours aucune recherche d'envergure sur les comportements et les mentalités des millions d'hommes qui paient pour ça », même si les travaux de D. Welzer-Lang commencent à fournir des sources fiables. De même qu'un travail a été fait pour




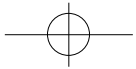
réintégrer les prostituées dans une « commune humanité » et combattre la stigmatisation qui était la leur, il serait utile de s'interroger pour savoir où passe la frontière entre le client et l'homme ordinaire, entre celui qui devient l'exploiteur « viandard » (F. Montreynaud, id.) et l'homme désorienté qui ne sait pas ce qu'il cherche et qui sera toujours insatisfait. Malheureusement, les clients sont plus ordinaires qu'on ne le pense et on ne voit pas pourquoi il faudrait les faire sortir de la société et de la commune humanité. Mais où peuvent-ils participer avec leurs « demandes » à une vie publique, à un espace de débat ou de reconnaissance ? Il n'existe aucun espace de véritable socialisation sexuelle hors de ces rapports marchands et aucun espace pour parler des désarrois sexuels ou explorer ce qui constitue notre propre demande sexuelle supposée, en dehors de cadres thérapeutiques. C'est le cas notamment pour les premières expériences sexuelles, pour les apprentissages faits à l'adolescence qui ne disposent pas dans nos sociétés de cadres de socialisation, pour lesquels les professionnels, les médiateurs sont si rares, ainsi que les espaces de parole. F. Montreynaud (id.) mentionne à quel point l'éducation sexuelle à l'école fait partie des traditions de la Suède alors que les initiatives prises dans les années 70 en France n'ont guère progressé depuis. L'école et la famille se reposent ainsi sur les dispositifs marchands et les groupes de pairs (la « maison des hommes ») pour socialiser à la sexualité. On ne peut guère s'étonner à la fois de la recherche tous azimuts de biens de consommation sexuels et de la solitude et du désarroi de nombreux partenaires.

L'exigence abstraite d'égalité et de liberté

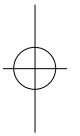
La question posée par la prostitution est plus large : quelle définition peut donner une société de la vie sexuelle de ses membres ? Les modèles patriarcaux et machistes en ont donné une, et l'on voit d'emblée qu'il ne s'agit pas tant de sexe que d'asymétrie et de domination. Face à cela, le modèle contemporain est fortement marqué par le discours féministe égalitaire, et proche en cela du modèle romantique du mariage décrit par L. Roussel. Il est bien résumé dans une expression comme celle de A-C. Hubbard : « une relation sexuelle ne peut se faire que lorsqu'elle est pleinement libre et consentie de part et d'autre, dans un rapport d'égalité des partenaires, ce qui n'est bien évidemment

■ «Le corps n'est pas une marchandise» in La nouvelle lettre de la FIDH, n°38, Juin 2000.
<http://www.fidh.org/lettres/2000pdf/fr/pros38c.pdf>

pas le cas dans la relation prostitutionnelle qui est par essence une relation de pouvoir. »⁷ La barre est mise très haut en totale conformité avec les idéaux modernes de la liberté et de l'égalité. On peut alors se demander si beaucoup de



relations sexuelles reposent sur cette base, dans un couple le plus ordinaire qui soit par exemple. Tout se passe comme si, au même titre que le citoyen pour certains républicanistes, la relation sexuelle devait être abstraite pour avoir droit de cité. Qui sait la liberté ou l'égalité de la relation en question ? Chacun constate au contraire que des nombreux couples fonctionnent durablement sur des bases inégalitaires, que la vie sexuelle suppose un jeu entre les demandes réciproques et des rôles parfois établis ou parfois très provisoires, mais la plupart du temps, difficiles à déterminer quant à leur degré de liberté ou d'égalité. On peut même dire que la seule chose que l'on peut observer, ce sont seulement des corrections d'inégalité ou encore des révisions d'asymétrie, parfois à échéances très rapides mais jamais d'égalité, surtout dans ce domaine intersubjectif. On peut observer cependant que certaines relations sont installées dans une asymétrie durable. Cela suffit-il à les condamner ? On peut certes estimer qu'est gaspillée la puissance potentielle d'une « rencontre » (au sens fort de « *tugkanon* », comme le dit Oury) au profit de stéréotypes. Mais comment dire qu'elle n'est ni égale ni libre ? De façon significative, c'est seulement dans le cadre d'un débat juridique, au tribunal, dans une procédure dialogique, que pourra être tranchée la notion de consentement, en jeu notamment dans la question du viol.


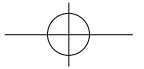


Qui sait ce qu'est être libre ?

Ce débat est récurrent entre abolitionnistes et réglementaristes modernes : une relation sexuelle doit être librement consentie disent les premiers et personne ne peut s'élever contre ce principe. Il est pourtant contredit par ses propres défenseurs lorsqu'ils refusent d'admettre que des prostituées puissent consentir librement à la prostitution. C'est un point de clivage essentiel qui manifeste une coupure entre les modernes civilisateurs et pleins de certitudes, prêts à faire le bonheur des gens malgré eux et ceux qui, certes, peuvent éventuellement être choqués ou déçus par cette manifestation de la liberté de la part des prostituées, mais qui prennent leur parole au sérieux, avec tous les risques d'incorrection politique. On voit bien que là, on touche à tout le dogme de l'émancipation et à une théorie implicite du sujet autonome et libre comme idéal abstrait mais toujours apprécié dans les faits selon sa conformité à certaines conventions sociales particulières.⁸ Dans cette affaire, les prostituées n'ont droit qu'au statut de victime, sans capacité à parler ou à s'organiser : ce sont d'autres qui vont parler pour eux



⁸ On retrouve le même problème pour les paroles des femmes revendiquant leur port du voile comme choix libre, immédiatement suspectées de manipulation et en tous cas d'aliénation. Voir l'article de Coppel et Souyris dans ce même numéro sur l'association « Femmes publiques ».



(ne parlons pas des clients qui ne sont que des « viandards » et qu'on ne verra pas sur les plateaux de télévision). Cela permet aux tenants du statut de « travailleurs du sexe » de reprendre à leur compte la thématique de la liberté, qu'ils associent aussitôt à un modèle libéral d'extension générale de la sphère de la marchandisation. Ce qui, par contre coup, permet aux tenants de l'abolition de montrer à quel point les tenants de la liberté sont en fait manipulés par des mafias centrées sur le profit. Ils peuvent ainsi condamner toute idée de liberté de la prostituée au nom d'une définition certaine de ce qu'est la liberté et plus encore de ce qu'est une relation sexuelle librement consentie.

Le débat est à l'évidence pipé car les uns et les autres prétendent savoir ce que c'est qu'être libres et faire le tri entre bonne et mauvaise liberté, ce qui débouche sur les concepts de « prostitution forcée » et de « prostitution libre », que refusent les abolitionnistes (toute prostitution est intrinsèquement forcée). Or, s'il est une chose que l'on apprend avec la psychanalyse au moins, c'est que l'on ne sait pas a priori si un acte est libre, certainement pas pour les autres mais pas plus pour soi-même. On peut à la rigueur tenter de le savoir dans l'après-coup, relever les répétitions qui marquent ces actes supposés libres et finalement vivre avec les ruses du désir, du sien comme de celui des autres. L'évaluation de la liberté des êtres ne se décrète nulle part « en toute objectivité », si ce n'est dans une situation dialogique, entre deux personnes qui vérifient ensemble si elles sont vraiment consentantes (ou tout au moins supposent l'être), mais aussi dans le dialogue asymétrique de la thérapie ou encore dans le dialogue judiciaire: le droit et les procès en responsabilité indiquent bien que cette liberté fait problème et ne peut être décidée a priori.

Cette question de la liberté peut être posée dans toute transaction, dans tout échange, mais certainement de façon accrue dans le cas de la relation sexuelle. Qui n'a jamais expérimenté la difficulté à s'entendre sur ce qu'on veut ensemble, la découverte que ce qu'on croyait vouloir n'était finalement « pas ça », les asymétries entre les êtres engagés qui conduit l'un à accepter ce qu'il ou elle croit que l'autre demande, les renversements éventuels d'initiative, les jeux sur ces mêmes demandes, etc. C'est précisément ce qui se joue dans l'amour rappelait Lacan « Je te demande de refuser ce que je t'offre parce que ce n'est pas ça »⁹, étant précisément l'expression de cette nécessité de garder toujours un ailleurs, une tension qui ne permet jamais de combler un manque sauf pathologie. Dès lors, nos discours de certitudes dans ce domaine pour exiger des relations sexuelles libres, égales et couplées aux sentiments

■ Séminaire du 8 mai 1973, ne créent qu'une désorientation supplémentaire. Tout comme ceux qui prétendent à

l'opposé manifester leur liberté en revendiquant le choix de tout type de transaction sexuelle sans limite, parmi lesquels la vente de services sexuels n'aurait rien de particulier.


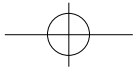
Inégalité : esclavage ou salariat ?

L'entrée par la question de la liberté permet d'oublier ce qui dans l'échange relève d'une asymétrie et de sa réduction systématique. Mais nous venons de le voir, la banalisation de la relation sexuelle ramenée à une catégorie générale de l'échange voire de tout commerce marchand ne peut faire avancer la question. Tout se passe comme si, par la vertu de l'argent, le détachement pouvait être organisé quant aux modalités précises et à l'objet de la transaction. Ce qui est vivement critiqué par les abolitionnistes. C'est en effet un paradoxe que de voir ce thème de l'égalité accaparé à tour de rôle par les protagonistes (moins cependant que le thème de la liberté). L'inégalité de la relation de prostitution est déclarée constitutive et moralement condamnable par les abolitionnistes, se situant ainsi dans une des traditions féministes dominantes : mais l'inégalité n'étant pas une critique morale suffisamment puissante, c'est le thème de l'esclavage qui est avancé, certains lui préférant celui de « péonage », pour tenir compte du fait qu'il y a rémunération. Les réglemmentaristes contemporains (les travailleurs du sexe) les concurrencent sur ce terrain en précisant que la relation marchande leur permet précisément de rééquilibrer les termes de l'échange, ce qui rapproche singulièrement leur activité de toute vente de sa force de travail. Même si chacun admet que l'échange est inégal dans le salariat, personne ne lui attache pourtant une condamnation morale : le tour est joué et l'inégalité n'est plus un critère pour disqualifier la prostitution, disent les relativistes.

Pour un modèle transductif des relations sexuelles

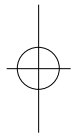
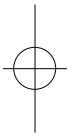
Ce débat reste situé délibérément hors des questions sexuelles lorsqu'il est posé dans ces termes et c'est sans doute ce qu'il fait de mieux. Ce serait en effet un avantage que de penser l'enjeu de toute relation sexuelle comme échange biopolitique :

- Sa réduction à une relation égalitaire entre de supposés corps individuels organise le détachement marchand vis à vis de tout affect mais aussi de toute insertion dans un collectif (ce qui arrange les travailleurs du sexe, relativistes).
- Sa réduction à des relations tout aussi égalitaires mais au sein d'un supposé couple sentimental permet d'évacuer le sexe qui nous dépasse en restant aussi loin de tout principe collectif (ce qui correspond au modèle des abolitionnistes, dans le droit fil du modernisme).



Or, il nous faut rester au plus près de cette question de l'égalité comme de celle de la liberté qui sont au cœur de toute expérience sexuelle en tant qu'elle est expérience de l'altérité. Cette expérience est fondamentalement incertaine, sans que les corps puissent se voir attribuer un statut a priori, pas plus que les sentiments. Les jeux sur l'altérité permettent précisément de mobiliser l'égalité et la liberté de chacun et des êtres en question, sans qu'elles soient posées comme pré-requis, ni comme résultats mais plutôt comme objets essentiels de l'expérience, ce que Sade avait mis en évidence.

L'impasse de ces positions contemporaines est commune à ces couples et à ces individus car ils sont tous supposés détachés de leur histoire, autodéterminés, contre toute tradition. Or ces êtres se construisent ensemble par la relation même sur le mode transductif (Simondon) et non plus selon un principe fonctionnel biologique « reproductif », ni selon un principe « conductif » de la fusion amoureuse, ni selon le principe « productif » du travailleur du sexe. Maintenir les prostituées dans ce cadre à trois options, permet soit de les condamner, soit de les sauver, soit de les rentabiliser, mais jamais de les faire advenir à leurs statuts de sujets constitués par la relation et dans la relation. Le sexe est inhibé dans le modèle traditionnel, privé dans le modèle moderniste, libéré dans le modèle relativiste, il devient joué dans un cadre écodémocrate où non seulement l'incertitude est admise mais aussi la nécessaire prise en compte de tous les êtres dans leurs diverses attentes.


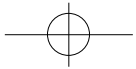


Des services sexuels coopératifs et solidaires

Un point de vue écodémocrate peut proposer de rechercher un cadre nouveau pour les services sexuels jusqu'ici fournis par les prostituées, dès lors que l'on accepte de « prendre en compte »¹⁰ les demandes sexuelles dans toutes leurs errances. La sexualité peut et doit faire en effet l'objet de services spécialisés. Non pas pour satisfaire une supposée « pulsion irrépressible des mâles » mais pour reconnaître qu'il est nécessaire à certains moments et pour certaines personnes de faire des expériences sexuelles dans un cadre spécialisé. On réintègre ainsi les demandes des clients, non plus pour y répondre sur le mode marchand

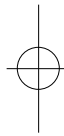
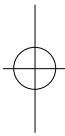
et stéréotypé, qui tourne à l'abattage, mais pour leur permettre de se jouer dans un cadre protégé. L'asymétrie peut ainsi être expérimentée sous des formes différentes en donnant notamment un statut de médiateur sexuel à tou(te)s prostitué(e)s qui le souhaitent. Les services en question peuvent porter

10 Mot-clé de toute « politique de la nature » selon Latour et plus généralement de toute gauche historiquement selon nous (ce point sera développé dans notre ouvrage « La boussole écodémocrate », à paraître en 2003.



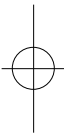
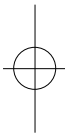
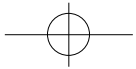
par exemple sur l'initiation, si oubliée dans nos sociétés et sources de perturbation des couples ordinaires, sur l'assistance, en cas de blocages divers, sur l'expérience atypique, pour sortir des stéréotypes et relancer la créativité sexuelle, sur des occasions plus festives aussi.

Ces médiateurs sexuels peuvent et doivent alors obtenir des formations, des certificats, des statuts, qui ne sont pas ceux du monde marchand. Il est en effet nécessaire et surtout dans ce type d'activités où l'on mobilise sa personne et sa capacité relationnelle d'être organisé, collectivement, sans relation de dépendance à des proxénètes mais sans isolement non plus. Les cadres classiques de l'économie solidaire permettent de traiter cette situation en proposant des services sexuels coopératifs, contrôlés par les services de l'État, mais organisés de façon autonome. La relation de paiement n'est pas nécessairement exclue, mais elle doit désormais se faire à un service et non à la personne, ce qui ouvre de nouvelles possibilités dans le jeu des relations intersubjectives du demandeur avec le « médiateur » sexuel. On ne comprend pas pourquoi la revendication de liberté de choix et de réglementation pour la prostitution devrait déboucher nécessairement sur une consolidation de la main-mise marchande sur les services sexuels : après « l'exception culturelle », inventons aussi « l'exception sexuelle », en proposant une politique de sortie de ces services hors du monde marchand, qui viserait d'ailleurs aussi l'industrie pornographique, non plus sur une base morale, mais selon une exigence d'ouverture des possibles, de renforcement des collectifs et de sortie des stéréotypes imposés de fait par les modèles marchands.



La construction des collectifs et ses tensions dans le milieu de la prostitution

C'est à ce moment que des ex-clients peuvent aussi s'organiser pour devenir acteurs collectifs de leurs demandes. Les politiques sexuelles peuvent alors être définies véritablement avec les sujets « concernés », avec une participation de ces collectifs. C'est en effet la ressource clé de toute politique écodémocrate, comme A. Coppel a pu le montrer dans ses ouvrages et articles sur les déplacements de la question de drogues, mis en œuvre à la fois par les drogués, les médecins, les associations d'intervention sanitaire contre le Sida mais avec une requalification des produits (et au bout du compte du statut de « drogué ») aussi bien que des médecins. C'est parce que des cadres collectifs d'exploration ont été mis en place que tous ensemble (et de manière parfois conflictuelle), ont pu redéfinir la question. Là, point d'a priori, de pré-requis ou de modèles, mais une exploration commune.



Les collectifs actuels où se mobilisent les prostituées mais aussi ceux qui les soutiennent constituent une ressource essentielle pour ce travail d'exploration. Certes, plusieurs d'entre eux prétendent avoir déjà des réponses en termes « d'aide aux victimes » ou au contraire de revendications de « travailleurs du sexe ». C'est à l'occasion de la lutte sanitaire contre le Sida que de nouvelles formes d'action et d'associations sont nées. Alors que jusqu'ici les associations intervenant dans ce champ étaient avant tout dans une position d'aide aux victimes, considérant de toute façon que toute prostitution est un esclavage et devait être éradiquée, les nouvelles associations ont adopté des démarches de neutralité vis-à-vis des pratiques des prostituées. Du fait de cette absence de condamnation morale, les prostituées ainsi regroupées ont pu prétendre défendre un statut reconnu et d'abord des droits aux soins et à une couverture sociale ordinaire.¹¹ Depuis, cette position s'est affirmée sur le thème des travailleurs du sexe, créant de véritables conflits avec les travailleurs sociaux et les associations traditionnelles qui continuent à œuvrer pour l'éradication de la prostitution tout en aidant les prostituées. Ces lignes de conflit semblent parfois bien établies : une posture écodémocrate doit refuser d'accepter ces clivages pour travailler à une redéfinition commune de la question. Il faut prendre le risque de déplacer, de modifier ces a priori et se laisser interroger par la prostitution.

Collectifs de soutien, collectifs d'exploration et collectifs instituants

Les groupes identifiés sont pour l'instant avant tout ce que nous appelons des « collectifs de soutien » plutôt que des collectifs d'exploration car ils ont une fonction d'écoute et de prise de parole, qui est indispensable quand on voit la précarité et la détresse de nombreuses prostituées. Mais des procédures et des espaces collectifs spécifiques pour l'exploration restent à mettre en place. On constatera alors que la question intéresse toute la société et doit servir à mieux vivre avec ce qui nous constitue car cette prostitution nous constitue aussi : de même que la question des drogues a permis par exemple, d'explorer la dépendance et même de requalifier toute notre

11 Lilian Mathieu, *Mobilisations de prostituées*, Paris : Belin, 2000.

Lilian Mathieu, « La prévention sur le trottoir. Bus de nuit », in *Le génie associatif*, Paris : Éditions Textuel, 2001.

Lilian Mathieu, *Prostitution et sida. Sociologie d'une épidémie et de sa prévention*, Paris : L'Harmattan, 2000.

relation aux médicaments, de même l'exploration de la question de la prostitution obligera nécessairement à revenir sur ces prétendues définitions certaines du sexe, que nous avons explorées. L'une des conditions préalables pour cette avancée consiste à mettre sur pied une forme de représentation des usagers, ex-clients : leur réapparition récente grâce à la Suède (mais

à des fins de condamnation) doit enfin leur ouvrir la porte de ces collectifs notamment de soutien pour entendre ce qui se joue pour eux, et pour élaborer avec eux des politiques qui atteignent au cœur des montages bio-politiques qui fondent nos normativités.

Nous ne pouvons en aucun cas espérer retrouver nos repères en revenant à des définitions certaines et dogmatiques, à des valeurs établies, sur ce qu'est la liberté, l'égalité, la relation sexuelle. Cependant, nous ne pouvons en même temps sombrer dans un relativisme qui abdiquerait toute construction de repères communs pour créer un monde partagé.

Des enjeux à court terme :

précarité, éducation sexuelle et passages à l'acte

La proposition d'un service sexuel coopératif et solidaire constitue un horizon politique qui permet de sortir de la condamnation morale, de refuser les logiques d'abattage marchand, et de reconnaître en même temps la question posée par la demande existante. Cet horizon restera pour certains trop lointain. Il existe en effet trois questions à traiter dans des délais beaucoup plus courts si l'on veut avancer dans ce sens (sans parler des luttes contre le proxénétisme, contre les mafias des pays de l'Est et des conditions économiques dans ces pays qui sont des orientations à long terme aussi).

1- La précarité des prostituées (de tous types), à part quelques unes dites plutôt « traditionnelles » et opérant en indépendantes dans des conditions correctes, reste dramatique: elle est un moyen de survie financière pour certain(e)s notamment lorsqu'elle est associée à la dépendance à la drogue. Il faut engager les luttes pour un revenu d'existence généralisé qui permette de ne plus obliger personne à se prostituer pour des raisons de survie et qui, dans tous les cas, donne suffisamment de dignité et de reconnaissance pour que le choix soit un peu plus libre.

2- Lancer une vraie politique d'éducation et de médiation sexuelle, qui permette de créer des espaces de parole notamment pour les jeunes mais aussi pour les adultes, célibataires ou en couple, pratiquant tout type de sexualité. Tant que nous serons incapables d'entendre ces questions et que nous laisserons au secteur marchand de la pornographie toute l'éducation et l'information, il n'y a guère de chances pour que nous puissions vraiment explorer les enjeux de la prostitution dans toute la société. La prostitution comme demande se construit sur ce silence, sur cette difficulté à vivre les relations entre genres et les relations sexuelles: l'hypertrophie des choix d'identité et de pratiques sexuelles le montre bien, le désarroi est grand et aucun appel à une

■ Cette revendication du passage à l'acte fonctionne en parallèle avec l'incroyable extension de la condamnation pour crimes sexuels, qui ont pourtant toujours existé mais que l'on ne veut plus taire ni tolérer. On voit bien ainsi comment excitation générale et suspicion étendue sont associées et traduisent un malaise normatif profond.

norme perdue n'y répondra. C'est dans la création de collectifs dans les lycées, dans les entreprises, dans les quartiers, entre groupes à orientation sexuelle commune ou dans des groupes plus hétérogènes, que l'on pourra aider à élaborer la question du sexe dans toutes ses dimensions. C'est à partir de là que des choix plus libres peuvent être espérés, même s'il n'existe jamais de garantie dans ce domaine.

3- Mais nous ne pouvons ignorer que la prostitution profite de l'interdit aussi et que le goût de la transgression et de la clandestinité est devenu, pour certains clients, l'attrait principal. C'est pourquoi les demandes les plus extrêmes sont faites aux prostituées, de pratiques sexuelles atypiques ou de conduites dangereuses (sans préservatif). Le fantasme ne peut plus se vivre, il faut passer à l'acte, c'est un impératif nouveau.¹² Il n'existe pas de limite dans cette affaire dès lors que « la jouissance », au sens lacanien bien distinct du plaisir et du désir, tient dans la sortie des limites précisément. Il n'est pas dit que l'éducation sexuelle et la médiation sexuelle suffisent à rompre la spirale de la jouissance, du passage à la limite, dans laquelle toute une société est embarquée, pas seulement sur le plan sexuel. Ce qui inquiète légitimement ceux qui critiquent les projets de réglementation, car il est probable que de nouveaux réseaux clandestins se reconstruiront encore, pour ces demandes particulières au moins. La perversion systématique du désir par les dispositifs industriels et marchands du modernisme, puis désormais du capitalisme financier, rend extrêmement difficile l'écoute des désirs singuliers, tous rabattus sur des objets de série à consommer dans l'urgence du « besoin » sur le mode productiviste. Les hauts et les bas des marchés, les dépressions et les bulles successives sont du même ordre que la quête de jouissance qui constitue, pour une part, le marché de la prostitution.

Le dérèglement normatif ne sera pas résolu par un retour à l'ordre ancien, il supposera au contraire :

- une exploration commune de ce qui nous a conduits là, chacun dans sa propre vie mais aussi ensemble,
- une écoute dans des collectifs de soutien pour entendre ces désarrois et les « prendre en compte », comme on prend en compte les prostituées,
- enfin des collectifs instituants, permettant d'élaborer durablement des modes de sortie de cette « dictature de la jouissance » qui est le régime bio-politique dominant, dont la prostitution n'est finalement qu'un avatar très visible, dramatique souvent mais fort bien enraciné dans nos cultures.